

# CONSTRUIRE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE DE L'EUROPE

À six mois des élections européennes de 2019, le risque est de plus en plus grand que les débats qui les précèdent se centrent sur des sujets et des thématiques purement nationales. Or, il y a encore deux mois, la possibilité d'un débat européen, véritablement transnational, avait émergé autour notamment du projet de souveraineté européenne. L'enjeu de souveraineté numérique est un des volets centraux du débat.

**P**lusieurs prises de position de dirigeants européens de premier plan ont légitimé la montée en puissance de la notion de souveraineté européenne ces dernières années : déclarations de la Chancelière allemande au lendemain de réunions du G7 et de l'OTAN particulièrement houleuses en mai 2017 (« *L'époque où nous pouvions nous reposer sur d'autres est en partie révolue. L'Europe doit prendre son destin en main* »), discours du Président français devant le Parlement européen le 17 avril 2018 (« *Nous avons besoin d'une souveraineté plus forte que la nôtre, complémentaire et pas de substitution, qui seule permettra de faire face aux grandes migrations, à l'insécurité planétaire, aux transformations économiques, sociales et environnementales* »), discours sur l'état de l'Union du Président de la Commission européenne le 12 septembre dernier (« *La géopolitique nous apprend que l'heure de la souveraineté européenne a définitivement sonné. [...] L'heure pour l'Europe de développer [...] cette capacité à jouer un rôle, en tant qu'Union, pour prendre de l'influence sur le cours des affaires mondiales* »), etc.

Et, l'Union n'est pas restée inactive. En particulier, dans le domaine de la défense dont elle était traditionnellement exclue, l'Union commence à se doter d'instruments (Fonds européen de défense, Coopération structurée permanente, etc.) lui permettant de devenir à terme un acteur militaire crédible au niveau international. Mais, la souveraineté ne doit pas être réduite à sa seule dimension militaire. Ses composantes économiques mais également numériques (à l'heure où nous assistons à la numérisation du monde) sont d'une importance égale. Cette dernière doit enfin être prise au sérieux par les Européens, qui doivent aujourd'hui aller au-delà des imprécations et



passer aux actes. Pour ce faire, un débat franc et éclairé doit avoir lieu entre Européens.

## La donnée, matière première de la prospérité

C'est la nature même des révolutions technologiques que nous traversons qui nous l'impose. La matière première de la prospérité dans une économie numérisée est la donnée. Les voies et processus par lesquels l'exploitation de ces données produisent de la valeur sont certes encore mal connus ou restent à inventer. Il est néanmoins clair, comme le relève Jean-Gabriel Ganascia, éminent spécialiste de l'intelligence

artificielle, que la jalouse « appropriation » de gigantesques masses de données menée par les GAFAs (au contraire d'un certain nombre de programmes à destination des développeurs) confirme que la valeur se crée dans l'exploitation de celles-ci : « *Il faut comprendre qu'aujourd'hui la source de la richesse dans le monde numérique ne tient ni à ces algorithmes, dont les principes sont anciens, ni à leur programmation informatique, mais aux masses de données sur lesquelles ils sont mis en œuvre [...] Or, ces masses de données demeurent privées* ». Et, l'Europe de rater la révolution des plateformes numériques, ces « aspirateurs » à données...

Pourtant, il devient de plus en plus évident que le développement de l'Internet des Objets (IoT) – expression un peu fourre-tout qui décrit la transformation desdits objets en plateformes numériques – est la nouvelle frontière du développement de l'économie de la donnée. Lieux (ville, usines, etc.) et objets (du réfrigérateur aux systèmes complexes de mobilité, comme l'automobile ou l'avion) connectés ou intelligents sont autant de nouveaux capteurs, transformant notre monde et notre réalité en des ensembles de données, qui permettent d'offrir de nouveaux services au plus près des besoins des acteurs. Le développement de l'IoT est, avant tout, une révolution dans la collecte des données – première étape stratégique des chaînes de valeur numérisées. À terme, c'est le monopole des GAFAs dans ce domaine (et, dès lors, dans leurs exploitations) qui peut s'en trouver contesté. Et, les cartes de l'économie mondiale s'en trouveraient potentiellement rebattues.

Or, dans des domaines industriels marqués par un grand niveau de complexité et de technicité, les acteurs traditionnels ont un avantage. L'automobile en est un excellent exemple. Les difficultés rencontrées par Tesla dans la montée en cadence de la production de ses *Models 3* illustrent parfaitement que la maîtrise des technologies digitales ne suffit pas à « disrupter » une industrie complexe. Le savoir-faire et les compétences des constructeurs traditionnels – issus de longs processus d'innovation incrémentaux – apparaissent clés pour permettre la numérisation de ces marchés et de ces industries.

La stratégie d'alliance entre les GAFAs et les constructeurs automobiles témoigne de cet état de fait, démontre la complémentarité de ces acteurs... et soulève invariablement une série de défis cruciaux pour les industries mais également les sociétés européennes. La numérisation des marchés traditionnels a, en effet, jusqu'ici eu pour effet une formidable redistribution de la valeur au sein des chaînes de valeurs et a conduit à la concentration de celle-ci dans les mains de quelques acteurs (GAFAs américains, BATX chinois), dont les Européens ont été autant bénéficiaires (en tant que consommateurs) que victimes (en tant que producteurs). Avec le développement de l'IoT, les industriels européens tentent de tirer parti de leurs avantages compétitifs

respectifs mais avancent en ordre dispersé (au risque d'une déstabilisation de chaînes de valeur entières), tout comme les puissances publiques nationales ou européennes, qui échouent à leur apporter un réel support, en particulier sur la délicate question de la maîtrise de l'accès aux données collectées par les voitures connectées. Mais ce qui est vrai pour l'automobile l'est aussi pour de nombreux autres secteurs pour lesquels là aussi l'Europe.

### Prendre le contrôle de nos données

La numérisation du monde pose à l'Europe une question existentielle. Nul besoin de grossir le trait pour comprendre que la paupérisation potentielle et durable des sociétés européennes est en jeu. Pour tout dire, ce constat n'est pas nouveau. Déjà en 2014, Pierre Bellanger (l'un des pionniers français des réseaux sociaux) soulignait dans des termes particulièrement clairs les enjeux qui se profilaient : « *Il est vraisemblable qu'en*

*l'absence d'une stratégie concertée française et européenne, la vassalisation certaine de notre économie par la dépendance informatique ne nous permettra pas de conserver les libertés de choix et le niveau de vie qui est le nôtre* »<sup>(1)</sup>. Les effets de réseaux et les phénomènes de captation de valeur au sein des chaînes de valeur que permettent les transformations numériques amplifient la marginalisation progressive de l'économie européenne.

Aux Européens donc, tant au niveau de l'Union qu'aux différents niveaux nationaux, de se mobiliser. La bataille est loin d'être perdue pour l'Europe, qui a plusieurs atouts non négligeables (dans les domaines de l'intelligence artificielle ou de l'internet des objets, par exemple) à faire valoir dans la compétition mondiale. Encore, faut-il que les Européens se décident à s'engager dans ce combat... et qu'ils s'en donnent les moyens. C'est une vraie stratégie industrielle qui est nécessaire et qui est réclamée par les États membres. Mais les louvoisements européens sont particulièrement inquiétants. L'incapacité de la Commission à

formuler une stratégie industrielle européenne à l'horizon 2030 témoigne du chemin qu'il reste à parcourir et des lacunes en termes d'économie politique qui frappent les institutions européennes. Plusieurs chantiers nous semblent devoir être ouverts.

Si l'on s'accorde sur une définition large de la souveraineté, comme incluant la nécessaire maîtrise des déterminants de notre prospérité, alors, dans le monde numérique, nous devons reprendre le contrôle de nos données ! Il est clair que l'avènement de la donnée comme source de la valeur modifie les conditions de concurrence, mais également de coopération entre les entreprises au niveau européen mais également au niveau international, et en particulier transatlantique. La

*Les effets de réseaux et les phénomènes de captation de valeur au sein des chaînes de valeur amplifient la marginalisation progressive de l'économie européenne*

construction d'une liberté de la circulation des données au sein de l'UE ou d'un Marché unique numérique ne peut pas faire l'impasse sur l'importance des échanges de données entre entreprises (*B2B data sharing*), sujets pourtant trop peu traités au

niveau européen. Un débat doit être entrepris sur ces questions avec toutes les parties prenantes et une approche européenne en la matière doit être définie urgemment. Mais l'approche européenne ne peut pas être seulement réglementaire.

Au-delà de cette libre circulation des données (qui doit aborder la question du rapport avec le reste du monde), le marché unique numérique doit se construire sur des biens communs partagés qu'il convient de définir avec les parties prenantes pour permettre aux acteurs de réussir leur transformation numérique. Les PME, en particulier, n'ont pas nécessairement les moyens d'exploiter les données qu'ils génèrent ou collectent. Il y a là, par exemple, un potentiel pour permettre une transformation efficace et profonde du tissu industriel européen. Encore faut-il s'en saisir... 

Par Édouard Simon, directeur du Bureau de Bruxelles

<sup>1)</sup> *La souveraineté numérique*, Pierre Bellanger, Éditions Stock, 2014.